

**VILLE DE LÉZIGNAN-CORBIÈRES**  
**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**SÉANCE DU 8 DÉCEMBRE 2022**

<b>OBJET : FIXATION DES TARIFS 2023 POUR L'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC – TERRASSES</b>			
Nombre de conseillers en exercice : 33	Nombre de conseillers présents : 25	Nombre de votants : 32	Date de la convocation : 2 Décembre 2022

L'an deux mille vingt-deux le deux décembre à 20 heures, le Conseil municipal de Lézignan-Corbières s'est réuni au Palais des fêtes, Avenue Maréchal Foch sous la présidence de M. Le Maire, Gérard FORCADA.

Etaient présents :

M. Gérard FORCADA, M. Jean-Paul PUJOL, M. William COMBES, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, Mme Bérengère LÉCÉA, M. Michel MASUYER, Mme Sylvie DANRÉ, M. Dominique JOLIS, M. Bernard FUMET, M. Daniel LARRIGOLE, Mme Sylvie FUMET, M. Thierry CAUMEIL, Mme Sabrina FITO, Mme Virginie JULIAN, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Thierry DENARD, Mme Françoise BAROUSSE, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, Mme Valérie FERRET, M. Alain MARC-GARCIA, Mme Mireille SANTINI, M. Fabrice CASTELEYN, Mme Ginette BARREAU-FERRET, Mme Béatrice ARNAUD, Mme Marie-Claude MARTINEZ

Etaient absents :

Mme Christine BÉNET, M. Guy VIVES, M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Martine JAFFUS, Mme Sophie BIRKENER, M. Laurent ROUGÉ, M. Didier JULIAN, M. Freddy NOLOT

Avaient donné mandat :

Mme Christine BÉNET à Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, M. Guy VIVES à M. William COMBES, M. Jean-Claude LAVAUD à M. Daniel LARRIGOLE, Mme Martine JAFFUS à M. Gérard FORCADA, Mme Sophie BIRKENER à Mme Sylvie FUMET, M. Didier JULIAN à M. Jean-Paul PUJOL, M. Freddy NOLOT à M. Thierry DENARD

Date de la publication : 9 décembre 2022

QUORUM : 17

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : VALÉRIE FERRET

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment les articles L.2211-1 à L.2213-6,  
Vu l'article L.2125-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques précisant que toute occupation ou utilisation privative du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance,



Vu l'article L. 2125-3 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques précisant que la redevance due pour l'occupation ou l'utilisation du domaine public tient compte des avantages de toute nature procurés au titulaire de l'autorisation,

Vu le rapport d'observations définitives et des réponses Exercice 2013 et suivants de la Chambre Régionale des Comptes d'Occitanie recommandant la fixation des redevances d'occupation ou d'utilisation privative du domaine public communal, conformément à l'article L.2125-1 du CG3P, qui ne sont pas mises en œuvre par la Commune.

Vu l'arrêté municipal n° 2021-648 du 22 juillet 2021 réglementant l'occupation du domaine public par des commerçants sédentaires,

Considérant que l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public permet au commerçant d'occuper le domaine public devant son commerce avec une terrasse,

Considérant que cette autorisation est assujettie à une redevance « droit de voirie », non mise en œuvre jusqu'à présent,

Considérant qu'il convient de fixer cette redevance recommandée par la Chambre Régionale des Comptes d'Occitanie,

Considérant que la redevance appelée « droit de voirie » est fixée annuellement par délibération et décision du Maire, dans les limites déterminées par le Conseil Municipal,

Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques précise que toute occupation ou utilisation privative du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance appelée « droit de voirie » qui tient compte des avantages de toute nature procurés au titulaire de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public. Cette redevance est fixée annuellement par délibération et décision du Maire, dans les limites déterminées par le Conseil Municipal.

L'autorisation temporaire d'occupation du domaine public permet au commerçant de pouvoir installer une terrasse ou un étalage devant son commerce, moyennant l'acquittement de ladite redevance.

Jusqu'à présent, les cafés, brasseries, glaciers, restaurants, salons de thé ou commerces de fruits et légumes n'étaient pas assujettis à la redevance « droit de voirie ».

Dans son rapport d'observations définitives Exercice 2013 et suivants, la Chambre Régionale des Comptes d'Occitanie recommande la fixation des redevances d'occupation ou d'utilisation privative du domaine public communal, conformément à l'article L.2125-1 du CG3P. Conformément à ces recommandations, l'occupation du domaine public par des commerçants sédentaires a, en premier lieu, été réglementée par arrêté municipal n° 2021-648 du 22 juillet 2021.

Le tarif 2023 pour l'occupation privée du domaine public applicables aux terrasses est le suivant : 1 euro le m<sup>2</sup> par mois, tout mois entamé étant dû.

Conformément à l'article L.2125-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, et pour fixer la redevance « droit de voirie » pour les terrasses, il est demandé au Conseil Municipal :

**1/ De valider** le tarif 2023 de la redevance « droit de voirie » pour les terrasses tel que présentés ci-dessus.

**2/ D'autoriser** M. le Maire à signer tous documents relatifs à ce dossier et à en assurer l'exécution.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil municipal, à l'unanimité,**

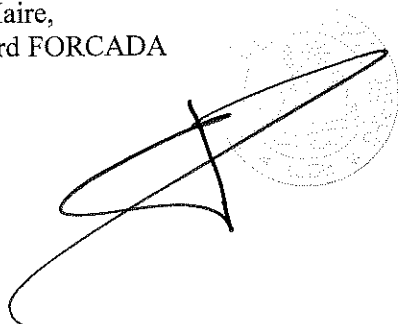
**Décide :**

**1/ De valider** le tarif 2023 de la redevance « droit de voirie » pour les terrasses tel que présentés ci-dessus.

**2/ D'autoriser** M. le Maire à signer tous documents relatifs à ce dossier et à en assurer l'exécution.

Et ont les membres présents signé après lecture ainsi que M. le Président,  
Pour extrait certifié conforme :

Le Maire,  
Gérard FORCADA



La secrétaire de séance  
Valérie FERRET

